

Agriculture | La mobilisation pour une forêt plus productive se lance en Nouvelle-Aquitaine



Portée par le Syndicat des Sylviculteurs du Sud Ouest et par la Coopérative Alliance Forêts Bois, l'initiative est régionale, mais l'ambition des présidents de ces structures de poids dans le monde sylvicole et forestier, est bel et bien nationale. Bruno Lafon et Henri de Cerval plaident pour doubler la production forestière française par le développement de la forêt de plantation en France. Ils viennent pour ça de créer un nouvel organisme, la Fédération Nationale de la Forêt de Plantation, et invitent tout professionnel du monde forestier et sylvicole à les rejoindre dans leur objectif de promotion de la forêt cultivée. Une nécessité selon eux, tant d'un point de vue économique qu'environnemental.

Le Syndicat des Sylviculteurs du Sud Ouest, premier syndicat sylvicole de France, compte plus de 6000 adhérents. La Coopérative forestière Alliances bois, est quant à elle, le premier planteur de France, avec 23M de pins maritimes plantés chaque année. Ce sont donc deux acteurs de poids qui se mobilisent autour de la promotion de la forêt cultivée. Et ils espèrent bien faire bouler de neige, car la France (à l'exception particulièrement de l'Aquitaine) est à la traîne en matière de forêt cultivée. Et pour cause, « alors que la Pologne plante 1 milliard de plants par an ou l'Allemagne 400 millions, la France plante chaque année 70 millions d'arbres dont 40 millions de pins maritimes sur la forêt des Landes de Gascogne. Si on continue ainsi, on voit bien où va aller l'industrie... », se désespère Henri de Cerval. « Sur les 8 papeteries que compte la France, 4 sont ici dans la forêt des Landes de Gascogne »... difficile en effet de pointer le hasard.

Autre chiffre loin de satisfaire les responsables, « la forêt française, est globalement sous-valorisée, puisqu'elle représente le 2ème déficit commercial de la France, soit environ 6 milliards d'euros de déficit ». « Une tension sur la matière bois, qui va aller croissante » prédit Bruno Lafon qui souligne notamment l'actuel développement des projets d'immeubles en bois, et le succès des maisons à ossatures bois. Celles-ci représentent en effet désormais 8% des constructions nouvelles cette année. Outre les questions sur le volume, la forêt cultivée a selon lui d'autant plus intérêt à être développée que « si la France n'a pas de grandes industries, on sait développer des matériaux nouveaux autour du bois. Une forêt qui plus est, certifiée par le PEFC ». En parallèle, « sortie du plateau Landais, la forêt française est globalement très vieille, avec de gros arbres dont on ne peut pas faire grand chose », souligne Henri de Cerval.

"35 millions de plants par an, c'est désastreux!" Mais outre les marchés, l'enjeu de ce nouvel organisme est aussi de parvenir à mobiliser autour des notions de « productions forestières », de « sylviculteurs-producteurs », de récolte, de rentabilité... Bref laisser de côté la traditionnelle dimension patrimoniale de la sylviculture. Une reconnaissance que la fédération compte bien promouvoir auprès des collectivités territoriales et de l'Etat, alliant à cela quelques espoirs de contextes juridique, fiscal et financier favorables au développement de ces « entreprises sylvicoles », mais qu'elle devra aussi porter auprès d'un certain nombre de propriétaires forestiers eux-mêmes, notamment au delà du massif landais. Ceux-là même qui pour l'heure, avec 30 à 35 millions de plantations par an, semblent moins enclins à l'exploitation de leur forêt que ne l'étaient leurs aïeux. En effet, à périmètre constant, c'est à dire hors Aquitaine, dans les années 1970, la production tournait autour de 120 millions de plants par an. Car en effet, gagner en production, ce n'est pas développer le foncier forestier mais bien exploiter davantage les forêts existantes.

« Passer de 120 millions à 35 millions de plants.... C'est une chute libre et c'est désastreux », clament les responsables. Leur objectif est donc de parvenir à doubler le nombre de plants plantés pour parvenir à 150 millions par an. «C'est ambitieux mais c'est la moindre des actions à entreprendre, si on veut équilibrer les classes d'âges des arbres et pouvoir penser à l'industrie et aux produits de demain ». Cette nouvelle fédération s'adresse donc tout autant à l'industrie qu'aux instances politiques et administratives. « Par ailleurs, précisent prudemment les deux hommes, il ne s'agit pas d'être contre tel ou tel organisme de nos professions, mais de faire valoir nos spécificités en complément des initiatives portées par ailleurs ».

Enfin, soucieux de convaincre au plus large, que ce soit en termes de fixation de carbone, de biodiversité, de lutte contre la déforestation ou de réponse aux changements climatiques, « la forêt de plantation est la seule qui est compatible avec ces enjeux », affirment-ils, et de citer l'exemple de la forêt landaise. «Elle est 100% artificielle et pourtant totalement accaparée par la population locale et touristique pour sa beauté environnementale », plaide Bruno Laffon. Et Henri de Cerval de compléter, « planter, c'est aussi assurer une vie rurale et l'emploi qui l'accompagne ».

Pour mémoire en Nouvelle-Aquitaine, la filière représente entre 55 000 et 60 000 emplois et 10 M€ de chiffre d'affaires.



Solène Méric

Crédit Photo : Larrousiney
Publié sur aqui.fr le 14/11/2016
[Url de cet article](#)